

REGARDS

LA GRÈCE, L'EUROPE, L'ERREUR

Persévérer ?

Raymond Klein

Le clash dans les négociations avec la Grèce est bien plus qu'un échec diplomatique mutuel. Analyse au regard des insuffisances et erreurs de l'intégration économique et politique européenne.

C'est la faute aux Grecs, voilà le fin mot des explications de Jean-Claude Juncker lors de la conférence de presse de lundi dernier. Ces derniers mois, les institutions européennes auraient toujours cherché un compromis, face à des négociateurs grecs changeants. Juncker, comme avant lui Martin Schulz, suggère que la stratégie de souffler le chaud et le froid aurait été le fait du seul gouvernement Syriza. « Vous voyez, on a vraiment soulevé des montagnes jusqu'à la toute dernière minute, quand les autorités grecques ont fermé la porte », a récapitulé Juncker. L'annonce d'un référendum a été considérée par les institutions comme une rupture des négociations. « La politique doit décider si elle est au service des hommes ou si elle souhaite se retirer sur des positions absolues », a dit Juncker, suggérant que le gouvernement Syriza privilégiait l'idéologie plutôt que l'intérêt de la Grèce.

Est-ce aussi simple ? On peut aussi considérer la crise grecque dans un contexte plus large, celui du débat européen sur les réponses à donner à la crise financière mondiale. Ou même comme un épisode - révélateur et crucial - de la construction européenne, avec son biais libéral et ses déficits politiques et sociaux. Mais rien que dans le contexte de la partie de poker avec la Grèce, l'interprétation de Juncker, qui est aussi celle de nombreux observateurs, est contestable.

On notera que le président de la Commission européenne, dans son témoignage sur la bonne volonté des institutions, s'est rangé du côté de celles-ci. Mais il n'a mentionné ni Donald Tusk, président du Conseil européen, ni Angela Merkel, chancelière allemande, ni Christine Lagarde, directrice du FMI. Cela suggère que lui-même, contrairement à d'autres, a réellement cherché à contribuer à une

solution. Il est revenu à la charge le lendemain en faisant une offre au leader grec Alexis Tsipras. Celui-ci a répondu par une contre-offre, qui a finalement été rejetée mercredi soir par les institutions européennes. Désormais, les faucons y donnent le cap.

« Nous ne méritons pas toutes les critiques qui nous tombent dessus », a déclaré Juncker lundi, essayant de dédouaner les institutions dans leur ensemble. Et de renchérir avec une affirmation très discutable : « Ceci n'est pas un paquet d'austérité stupide. » Or, même le député européen vert allemand Sven Giegold, qui ne porte pas Syriza dans son cœur, estime que l'ultime version, soi-disant généreuse, de ce paquet ne serait que « poudre aux yeux ». D'ailleurs, à la fin de son discours, le président de la Commission a appelé les dirigeants grecs à prendre leurs responsabilités, comme d'autres avant eux. « Demandez aux Irlandais, aux Portugais, aux Espagnols et à beaucoup d'autres. C'est le moment de la vérité. » Cet appel à l'austérité n'est pas vraiment « au service des hommes », mais relève plutôt de l'entêtement idéologique néolibéral.

Les « nuls » renvoient la balle

Faut-il pour autant glorifier le recours au référendum du gouvernement grec, comme le fait une partie de la gauche ? Clairement, la question portera sur un texte déjà obsolète. Détail amusant, cela fait penser au référendum de 2005 au Luxembourg, que Juncker avait choisi de maintenir malgré le rejet sans appel du texte de la constitution européenne par les Français et les Néerlandais. La consultation populaire grecque ne peut de toute façon pas « démocratiser » les négociations passées, ni même celles éventuellement à venir. Il s'agit plutôt d'une manœuvre politique de Tsipras, sentant qu'il aurait du mal à négocier un compromis satisfaisant. Or soumettre au parlement grec un compromis insatisfaisant aurait divisé son propre parti. Tandis qu'un non populaire sur un texte que l'ensemble des



PHOTO : INKEY / CC-BY-SA 3.0



Gros paquebot, étroit
canal de Corinthe :
passera, passera pas ?
Un pays peut faire
nauffrage, un continent
aussi.

courants de Syriza rejettent - et que l'opposition grecque a bon gré mal gré dû endosser - renforcerait la légitimité de Tsipras quelle que soit la suite des événements. Rappelons tout de même que ce texte à rejeter, ce sont les institutions qui le lui ont fourni, en « corrigeant » des propositions grecques très conciliantes, comme le ferait un professeur sévère avec un élève nul en économie.

Ce retour de courrier, qui a sans doute précipité l'échec des négociations, est surtout l'œuvre du FMI. Cela représenterait-il la marque de l'influence maléfique des États-Unis, ou le retour de la folie des programmes d'ajustement structurel des années 1970, qui ont valu à l'institution sa mauvaise réputation ? En considérant la manière dont, ces dernières années, le FMI a plaidé en faveur d'un allègement de la dette grecque, on peut en douter. Alors, serait-ce l'Allemagne qui aurait poussé Christine Lagarde à jouer les « bad cop », comme l'insinue le journal « Libération » ? Possible, même si, pour jouer les ultralibéraux, il n'est sans doute besoin de pousser beaucoup ni la directrice, ni ses fonctionnaires.

D'ailleurs, en considérant les événements depuis le début de l'année plutôt que ceux des dernières semaines, ce n'est pas la rupture qui surprend, mais plutôt le fait qu'on ait pu négocier pendant plus de quatre mois. En effet, dès avant les élections grecques de janvier, Syriza avait été déclaré ennemi public numéro un par les institutions européennes. Les Grecs ne s'étaient pas laissés impressionner et avaient voté Tsipras - comme ils le feront probablement lors du référendum du 5 juillet.

Mourir pour une autre Europe

Pour une partie des représentants des institutions européennes, la cause était entendue dès le 26 janvier, quand Tsipras a prêté serment comme premier ministre. Les pourparlers avec ce gouvernement n'étaient qu'une concession envers les colombes au sein des institutions,

en attendant d'obtenir soit la chute du gouvernement, soit sa soumission au diktat d'austérité, soit une rupture des négociations. L'objectif étant de statuer un exemple : aucun, quels que soient les souhaits de sa population, ne peut se rebeller contre l'hégémonie de l'Europe libérale. Nous avons comparé cette situation au précédent historique du « Dialogue mélien », quand la cité de Mélos avait refusé de se soumettre à Athènes, la grande cité impérialiste de la Grèce du cinquième siècle avant notre ère (woxx 1307). Alors, comme aujourd'hui, le fort faisait du chantage au faible. Et la cité fut prise et rasée, car les Méliens choisirent de résister.

Les Méliens résistaient à la domination athénienne, mais à quoi ré-

sistent les Grecs d'aujourd'hui ? Il s'agit de bien plus que d'échapper au remboursement de la dette et au respect des contrats. En effet, la dette ne pourra de toute façon pas être remboursée intégralement, et les contrats, en situation de crise, cela se renégocie. Il s'agit de tenir tête à quelque chose de bien plus grand, qui va bien au-delà du casse-tête budgétaire grec : l'orientation de la politique économique européenne. Depuis le début de la crise financière, l'Europe a appliqué des recettes néolibérales en répondant au surendettement par un désendettement forcé et des politiques d'austérité.

Mais derrière cette cure injuste et inefficace se profile un biais idéologique libéral qui a marqué l'his-

toire de la construction européenne. Et qui a, à partir des années 1980, pris une tournure dramatique : intégration économique accélérée à travers les marchés des biens, des services et des capitaux, accompagnée d'une intégration politique hésitante, et surtout, d'une intégration sociale insuffisante qui, désormais, se trouve complètement à l'arrêt. Et c'est précisément la monnaie unique, fleuron de l'intégration économique et imprégnée d'idéologie libérale et monétariste, qui est à l'origine de la crise grecque.

Monnaie unique, mais inachevée

À l'heure où la présidence luxembourgeoise démarre sous de funestes auspices, au-delà de la routine diplomatique, une réflexion sur l'état de la monnaie unique et de la construction européenne s'impose. En effet, l'euro a été conçu dans les années 1980 comme une manière de formaliser les interdépendances économiques entre les États membres.

Dans un numéro spécial consacré à la monnaie, la revue « Alternatives économiques » revient sur le contexte de l'accord franco-allemand à ce sujet : Paris, effrayé par l'Allemagne réunifiée, souhaitait arrimer solidement son voisin à l'Europe sans pour autant être prêt à renforcer l'union politique. Bonn de son côté « sacrifiait » le mark sur l'autel de l'intégration politique, mais en demandant des garanties empêchant une véritable union monétaire. Il manque une européanisation des politiques économiques et budgétaires, une harmonisation fiscale et des mécanismes de solidarité financière, tels que prévus par exemple dans le rapport Werner de 1970. Or, comme la crise financière l'a révélé, le pacte de stabilité, libéral pur jus, instauré en 1997 pour encadrer la mise en place de la monnaie unique, ne suffit pas pour empêcher des déséquilibres dangereux au sein de la zone euro, tels ceux entre Allemagne et pays méditerranéens (woxx 1324).

THEMA



« Euro Zoo », dessin de Filip Markiewicz (crayon sur papier, 295 × 150 cm) issu de son installation Paradiso Lussemburgo dans l'actuelle Biennale de Venise (voir www.paradisolussemburgo.lu).

En même temps, cette « union monétaire très light », comme la qualifie « Alternatives économiques », empêche les pays de contrer leur déficit commercial par une dévaluation de la monnaie nationale. « La seule stratégie économique qui s'offre aux pays en mal de compétitivité est de regagner des parts de marché dans une course à la 'dévaluation interne' et à la déflation salariale », analyse la revue. Alors, était-ce une erreur que de doter d'une monnaie unique un ensemble de pays aux atouts économiques très différents ? Une partie des contributions du numéro spécial vont dans ce sens. Cependant, à l'époque, l'idée notamment du président de la Commission Jacques Delors était de lancer en avant la charrie de l'intégration économique pour obliger les bœufs de l'intégration politique à se mettre en branle. Une idée qui aurait pu fonctionner, mais qui a, nous le constatons aujourd'hui, lamentablement échoué.

Pourtant, les signaux d'alarme n'ont pas manqué. Dès 1992, le traité de Maastricht, qui ouvre la voie à la monnaie unique, donna lieu à un débat sur l'orientation de la construction européenne. Le « oui » prévalut d'ailleurs de peu lors du référendum organisé par la France. Treize ans plus tard, le projet de constitution européenne fit face aux mêmes critiques - et, cette fois-ci, le non, réunissant les votes contre l'Europe et ceux « pour une autre Europe », l'empor-

ta. Les forces de gauche auraient pu se rendre compte que, face à ce désamour des populations, un bond en avant en matière de progrès social en Europe s'imposait. Il n'en fut rien : les sociaux-démocrates européens s'entendirent avec la droite pour faire passer un traité modifié mais pas amélioré - mais en prenant soin de ne pas demander l'avis des populations.

Besoin de rupture

C'est cette Europe politiquement délégitimée et économiquement enfermée par le libéralisme qui a dû affronter la crise financière. Elle a d'abord failli en laissant se développer la méfiance des marchés financiers envers l'euro. Or, une initiative de la Banque centrale et un peu de générosité envers la Grèce auraient, à ce moment-là, étouffé dans l'œuf la crise des dettes publiques. Mais les institutions se sont ralliées à la vision allemande des choses : d'abord l'austérité, ensuite l'équilibre budgétaire et enfin la croissance. C'est sur fond d'échec prévisible de cette approche que le débat sur un abandon de l'euro a fait rage parmi les économistes progressistes. Un dossier dans le woxx 1169 présentait les livres de Jacques Nikonoff et de Michel Aglietta, représentatifs de deux manières de sortir d'une situation intenable : « Abandonner l'expérience européenne et mener, dans un maximum de pays, des politiques libérées des dogmes li-

béraux dont les institutions actuelles sont imprégnées, ou bien transformer ces institutions en un cadre permettant de mener des politiques progressistes à une échelle supranationale. »

Clairement, l'abandon est toujours sur la table, tandis que l'idée de réformer les institutions européennes afin de les mettre au service de politiques progressistes supranationales fait de moins en moins recette. C'est que l'expérience Syriza est passée par là. Arrivé au pouvoir avec l'ambition de faire abandonner aux institutions leurs exigences d'austérité budgétaire, ce nouveau parti a représenté un espoir pour l'ensemble de la gauche « de gauche » européenne. Au fil des mois, cet espoir a été déçu. Ainsi, le militant Déi Lénk Murray Smith indique qu'il a changé d'opinion sur la question de savoir s'il était possible de mener des politiques de gauche dans le cadre de la zone euro (woxx 1321).

« Seul un changement radical des mentalités politiques peut créer les institutions économiques de la croissance inclusive. Seul ce changement peut donner une base civique à l'intégration européenne. » C'est ce qu'écrivait Aglietta dans le numéro d'avril de la revue « L'économie politique ». Mais rien ne permet de penser que cela puisse se faire. Quelques jours avant l'éclatement de la crise grecque a été présenté le « Rapport des cinq présidents », consacré au projet de « compléter » l'Union économique

et monétaire. Les propositions vont loin... dans le temps. Mais même les structures prévues pour 2025 sont en recul par rapport à ce qu'avait envisagé le plan Werner, et les questions relatives à la justice sociale et à la légitimité démocratique sont laissées dans le flou.

Ce n'est pas surprenant. On peut douter que pour les auteurs, leaders européens de droite ou de centregauche, la question d'un renforcement de l'intégration politique soit vitale - une Europe zone de libre-échange conviendrait sans doute aussi bien aux lobbyistes libéraux qui les encadrent. C'est bien la gauche qui aurait besoin de « plus d'Europe » afin de mener des politiques de développement social et de solidarité à l'échelle continentale. La résolution de la crise grecque aurait pu être le point de ralliement d'une telle dynamique. Occasion sans doute ratée. Y en aura-t-il d'autres ?

La monnaie et ses mystères, hors-série d'« Alternatives économiques », avril 2015.

Rassemblement contre « les politiques d'austérité et le chantage » sur appel du Comité de solidarité avec la Grèce : vendredi 3 juillet, 18h, place Clairefontaine.